

# **Rapport financier consolidé**

## **Exercice terminé le 31 décembre 2021**

Ville de Sainte-Julie | 59010 |

## ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Patrick Quirion OMA, CPA trésorier, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Sainte-Julie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature \_\_\_\_\_ Date 6 juin 2022

# Table des matières

## États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	3
État consolidé de la situation financière	4
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	5
État consolidé des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	7
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	22
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	23
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	24
Situation financière par organismes	25
Charges par objets	26
Excédent (déficit) accumulé	27
Avantages sociaux futurs	31

## Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	41
Analyse des charges consolidées	53

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Sainte-Julie

### **Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de Ville de Sainte-Julie (ci-après « la ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2021 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### **Observation - informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	40 017 000	40 982 177	39 286 885
Compensations tenant lieu de taxes	2	615 222	619 023	568 545
Quotes-parts	3			
Transferts	4	17 291 615	7 906 242	12 311 385
Services rendus	5	2 228 071	1 817 774	1 561 076
Imposition de droits	6	2 367 514	4 923 820	3 475 703
Amendes et pénalités	7	1 085 106	1 260 956	1 163 445
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	264 452	398 919	392 267
Autres revenus	10	8 668 246	4 744 530	1 970 860
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	72 537 226	62 653 441	60 730 166
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	8 329 926	7 627 316	6 425 738
Sécurité publique	15	9 636 587	9 509 644	9 232 691
Transport	16	10 021 675	9 816 636	9 482 439
Hygiène du milieu	17	11 559 573	11 559 224	11 063 782
Santé et bien-être	18	251 039	235 011	239 020
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 692 825	1 388 720	1 296 615
Loisirs et culture	20	10 265 029	9 317 494	8 997 383
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 319 978	1 172 435	1 193 280
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	53 076 632	50 626 480	47 930 948
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	19 460 594	12 026 961	12 799 218
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		123 448 284	110 649 066
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		123 448 284	110 649 066
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		135 475 245	123 448 284

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	16 330 835	21 140 039
Débiteurs (note 5)	2	22 907 276	17 280 509
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	375 943	381 074
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 881 000	1 699 000
	8	41 495 054	40 500 622
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 036 285	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	10 999 306	8 432 415
Revenus reportés (note 12)	12	1 257 429	1 133 614
Dette à long terme (note 13)	13	49 667 132	47 226 458
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	3 437 150	3 404 308
Autres passifs (note 14)	15		
	16	66 397 302	60 196 795
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(24 902 248)	(19 696 173)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	159 263 498	141 921 014
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	523 720	523 720
Stocks de fournitures	20	451 873	439 348
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	138 402	260 375
	23	160 377 493	143 144 457
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	24	135 475 245	123 448 284

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
		<b>2021</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	19 460 594	12 026 961	12 799 218
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	25 945 173)(	12 998 892)
Produit de cession	3	2 108	34 213	84 067
Amortissement	4	8 068 823	8 535 493	8 357 727
(Gain) perte sur cession	5	(2 108)	32 983	215 034
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	8 068 823	(17 342 484)	(4 342 064)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(12 525)	(49 236)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		121 973	19 417
	13		109 448	(29 819)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	16	27 529 417	(5 206 075)	8 427 335
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(19 696 173)	(28 123 508)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(19 696 173)	(28 123 508)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	21		(24 902 248)	(19 696 173)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	12 026 961	12 799 218
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	8 535 493	8 357 727
Autres			
▪ Perte sur cession d'immobilisa	3	32 983	215 034
▪ réduction de valeur	4	71 997	81 962
	5	20 667 434	21 453 941
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(5 626 767)	(4 656 994)
Autres actifs financiers	7	(182 000)	(147 000)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	743 267	831 417
Revenus reportés	9	123 815	431 770
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	32 842	(152 017)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(12 525)	(49 236)
Autres actifs non financiers	13	121 973	19 417
	14	15 868 039	17 731 298
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(24 121 549)	(13 237 743)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	34 213	84 067
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	( )	( )
	19	(24 087 336)	(13 153 676)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(66 866)	(60 910)
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	( )	( )
Cession	23		
	24	(66 866)	(60 910)
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	25	6 985 000	6 539 500
Remboursement de la dette à long terme	26	(4 522 933)	(4 780 844)
Variation nette des emprunts temporaires	27	1 036 285	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(21 393)	(717)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	3 476 959	1 757 939
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	32	(4 809 204)	6 274 651
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	21 140 039	14 865 388
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	21 140 039	14 865 388
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>	36	16 330 835	21 140 039

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**1. Statut de l'organisme municipal**

La Ville de Sainte-Julie a été constituée sous l'autorité de la Loi sur les cités et villes par lettres patentes octroyées par le décret numéro 3576 en date du 20 octobre 1971.

**2. Principales méthodes comptables**

**Base de présentation**

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les "états financiers") de la Ville de Sainte-Julie, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les "normes comptables").

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 ainsi que la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

**A) Périmètre comptable et partenariats**

S.O.

**a) Périmètre comptable**

Le périmètre comptable de la Ville ne comprend aucun organisme périmunicipal.

**b) Partenariats**

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation proportionnelle se fait ligne par ligne. La Ville participe aux partenariats suivants:

- Régie intermunicipale de l'eau potable Varennes Sainte-Julie Saint-Amable (RIEP)
- Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (RIPRSL)
- Régie intermunicipale du centre multisports régional Varennes Sainte-Julie Saint-Amable (RICMR)
- Régie intermunicipale des services animaliers de la Vallée-du-Richelieu (RISAVR)

**B) Comptabilité d'exercice**

**Estimations comptables**

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

**C) Actifs**

Les actifs se composent de ce qui suit :

**a) Actifs financiers**

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetable en tout temps sans pénalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Placements de portefeuille**

Les placements de portefeuille à titre d'investissement sont comptabilisés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable.

**b) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

**Stocks**

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation et sont comptabilisés selon la méthode du coût moyen.

**Immobilisations**

Amortissement

Les immobilisations sont amorties, en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

	<u>Taux</u>
Infrastructures	de 2,5% à 6,67%
Bâtiments	2,5% à 6,67%
Véhicules	de 5% à 40%
Ameublement et équipement de bureau	de 10% à 20%
Machinerie, outillage et équipement	de 5% à 33,33%
Améliorations locatives	10%
Autres	10%

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette ou que la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021****D) Passifs****Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode de l'amortissement linéaire.

**Provision pour contestation d'évaluation**

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

**Passif au titre d'assainissement des sites contaminés**

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif au poste d'Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

**E) Revenus****Constatation des revenus**

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elle sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

#### **Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

Ces avantages comprennent les prestations de retraite.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 pour le régime de retraite de la ville de Sainte-Julie et pour les régimes de retraite de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (RIPRSL) selon la méthode suivante : Valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

#### **G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme.

**Mesures d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :**

- Avantages sociaux futurs :
  - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
  - pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
  - pour le montant versé par la Ville à la Régie de police Richelieu-St-Laurent : l'amortissement correspond à la variation de la provision pour moins-value liée à ce montant. À compter de l'année 2012, à cette variation s'ajoute un ajustement afin d'équilibrer les résultats à des fins fiscales découlant de l'avance versée au régime.
- pour le financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

**H) Instruments financiers**

S.O.

**I) Autres éléments**

S.O.

**3. Modification de méthodes comptables**

S.O.

**4. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	16 330 835	21 140 039
Découvert bancaire	2 (	)	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8</b>	<b>16 330 835</b>	<b>21 140 039</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	79 400	126 137
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**5. Débiteurs**

		2021	2020
Taxes municipales	11	1 516 204	968 347
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	13 517 525	9 578 206
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 421 087	3 310 083
Organismes municipaux	15	4 334 769	1 793 348
Autres			
▪ Droits de mutation	16	1 515 324	1 192 990
▪ Autres tiers	17	602 367	437 535
	18	22 907 276	17 280 509
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	7 053 655	6 712 043
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	7 053 655	6 712 043
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	43 478	46 842

**Note**

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1.34% à 4.48% (1.90% à 4.48% au 31 décembre 2020) et viennent à échéance au plus tard en 2041. En vertu d'ententes avec le gouvernement provincial, la Ville recevra sous forme de transferts, une compensation pour les intérêts qu'elle doit assumer pour ces dettes.

**6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

**Note****7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	375 943	381 074
Autres placements	31		
	32	375 943	381 074
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Note**

Le placement à titre d'investissement provient de la quote-part de la Ville de Sainte-Julie dans le fonds de garantie de franchise collective du Programme d'assurances de dommages UMQ pour les volets biens et responsabilité civile primaire. Cette quote-part est calculée en fonction des réclamations payées au 31 décembre 2021 et ne tient pas compte de provisions sur les réclamations en cours à cette date.

**8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(3 437 150)	(3 404 308)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(3 437 150)	(3 404 308)
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 630 671	1 563 570
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	7 994	6 091
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	63 862	77 603
	43	1 702 527	1 647 264

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

**Impact de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (la « loi SFPR »).**

Des ententes ont été conclues avec le groupe des employés cadres en juillet 2017 et avec le groupe des employés syndiqués en février 2018 pour restructurer le régime en vertu des paramètres de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »).

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues à cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement, certaines municipalités ainsi que des associations d'employés ont interjeté appel de la décision pour des motifs différents qui font en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'un ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement de première instance n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2021. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurées avec une fiabilité raisonnable.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45	1 881 000	1 699 000
	46	1 881 000	1 699 000

**Note****10. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'une marge de crédit de 4 000 000 \$ au taux préférentiel (2.45% au 31 décembre 2021 et 2.45% au 31 décembre 2020). Cette marge de crédit permet à la Ville de contracter des emprunts temporaires pour le paiement de dépenses d'administration.

La RIPRSL dispose d'une marge de crédit autorisée de 1 000 000 \$ au taux de base et la RISAVR dispose d'une marge de crédit autorisée de 50 000 \$ au taux de base.

La RIEP dispose d'une marge de crédit autorisée de 1 675 000 \$ portant intérêts au taux de 2.70 %. La marge utilisée par la RIEP au 31 décembre 2021 est de 1 440 285 \$.

**11. Crédoeurs et charges à payer**

		2021	2020
Fournisseurs	47	3 757 940	2 065 339
Salaires et avantages sociaux	48	3 718 276	3 577 008
Dépôts et retenues de garantie	49	2 709 030	1 715 706
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	51	54 473	
▪ Gouvernement du Canada	52		
▪ Organismes municipaux	53	181 913	497 689
▪ Intérêts / dette long terme	54	107 125	110 875
▪ Autres crédoeurs	55	470 549	465 798
	56	10 999 306	8 432 415

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**12. Revenus reportés**

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	100 608	94 329
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	254 881	316 345
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Revenus de l'année ultérieure	69	375 037	341 105
▪ Carrières - Revenus reportés	70	526 903	381 835
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	1 257 429	1 133 614

**Note****13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	2,95	2022	2041	77	50 033 300	47 515 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,29	3,90	2022	2023	83	26 836	82 169
Autres					84		
					85	50 060 136	47 598 069
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	( 393 004)	( 371 611)
					87	49 667 132	47 226 458

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88	11 015 315	26 474		11 041 789
2023	89	10 397 655	362		10 398 017
2024	90	8 229 085			8 229 085
2025	91	8 336 560			8 336 560
2026	92	9 050 035			9 050 035
2027 et plus	93	3 004 650			3 004 650
	94	50 033 300	26 836		50 060 136
Intérêts et frais accessoires	95	( )	( )	( )	( )
	96	50 033 300	26 836		50 060 136

**Note****14. Autres passifs**

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**15. Immobilisations corporelles**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	104	33 262 445	2 199 051		35 461 496
Eaux usées	105	73 700 987	3 343 055		77 044 042
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	75 779 806	8 178 066		83 957 872
Autres					
▪	107	36 267 033	3 855 369		40 122 402
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	29 585 553	1 403 380		30 988 933
Améliorations locatives	111	174 894	32		174 926
Véhicules	112	10 406 854	1 111 775	543 006	10 975 623
Ameublement et équipement de bureau	113	3 194 794	96 822	50 202	3 241 414
Machinerie, outillage et équipement divers	114	10 190 276	173 028	27 200	10 336 104
Terrains	115	3 741 808	5 591 327		9 333 135
Autres	116	113 065			113 065
	117	276 417 515	25 951 905	620 408	301 749 012
Immobilisations en cours	118	1 703 985	(6 732)		1 697 253
	119	278 121 500	25 945 173	620 408	303 446 265
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	120	16 761 389	914 872		17 676 261
Eaux usées	121	33 083 022	1 663 061		34 746 083
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	36 925 831	2 343 373		39 269 204
Autres					
▪	123	16 006 551	1 693 144		17 699 695
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	16 449 864	932 552		17 382 416
Améliorations locatives	127	123 966	4 233		128 199
Véhicules	128	5 639 030	560 717	475 810	5 723 937
Ameublement et équipement de bureau	129	2 836 678	135 222	50 202	2 921 698
Machinerie, outillage et équipement divers	130	8 263 165	287 092	27 200	8 523 057
Autres	131	110 990	1 227		112 217
	132	136 200 486	8 535 493	553 212	144 182 767
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	133	141 921 014			159 263 498
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134	624 499		218 696	405 803
Amortissement cumulé	135	( 442 736)		( 64 652)	( 378 084)
Valeur comptable nette	136	181 763			27 719

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Note**

La ville a acquis des immobilisations, dont un solde de 3 409 660 \$ au 31 décembre 2021 (1 586 034 \$ au 31 décembre 2020) est inclus dans les créditeurs et charges à payer.

**16. Propriétés destinées à la revente**

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138	523 720	523 720
Autres	139		
	140	523 720	523 720
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	523 720	523 720

**Note****17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	153				

**Note****18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪	154	138 402	260 375
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	138 402	260 375

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**19. Obligations contractuelles**

Au cours des exercices 2021 et antérieurs, la Ville de Sainte-Julie, la RIPRSL, la RICMR et la RISAVR ont accordé des contrats à long terme à différents organismes ou entreprises échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2026, pour une somme totalisant 13 164 227 \$ dont 12 757 795 \$ pour la Ville, 179 685 \$ pour la RIPRSL, 211 624 \$ pour la RICMR et 15 123 \$ pour la RISAVR. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville, la RIPRSL, la RICMR et la RISAVR devront prévoir les sommes suivantes au cours des cinq prochains exercices financiers:

2022 :	9 455 725 \$
2023 :	1 419 676 \$
2024 :	1 396 119 \$
2025 :	634 946 \$
2026 :	<u>257 761 \$</u>
	13 164 227 \$

**20. Droits contractuels**

La Ville a conclu des contrats de location de locaux et de terrains échéant à différentes dates jusqu'en 2026, prévoyant la perception de loyers totalisant 1 541 137 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 675 078 \$ en 2022, à 663 956 \$ en 2023, à 172 949 \$ en 2024, 18 099 \$ en 2025 ainsi qu'une somme 11 055 \$ en 2026.

**21. Passifs éventuels**

s.o.

**A) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
Centre culture et sport Sainte-Julie	15 000 000	13 984 764	15 000 000
	<sup>160</sup> 15 000 000	13 984 764	15 000 000

La Ville de Sainte-Julie assume une responsabilité éventuelle en se portant garante d'emprunts consentis au Centre de la Culture et du Sport de Sainte-Julie, organisme non compris dans son périmètre comptable, pour un montant maximum de 15 000 000 \$. Au 31 décembre 2021, le solde de ces emprunts est de 13 984 764 \$.

**B) Auto-assurance**

La Ville assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme pour tous ses employés.

La RIPRSL assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

**C) Poursuites**

Au 31 décembre 2021, les réclamations en instance contre la Ville s'élèvent à environ 7.7 M\$. Il est impossible pour le moment de déterminer le dénouement de ces réclamations. Pour certaines réclamations, elles pourront être prises en charges par les compagnies d'assurances, et pour les autres, la Ville a comptabilisé aux livres une provision jugée raisonnable.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit la provision pour réclamations, un règlement d'emprunt à cet effet ou l'utilisation de surplus non affectés et/ou affectés ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

**D) Autres**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**22. Actifs éventuels**

S.O.

**23. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**24. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes inclus dans le périmètre comptable, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

**25. Instruments financiers**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**26. Fonds de roulement**

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 5 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021			Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	39 286 885	40 017 000	40 982 177			40 982 177
Compensations tenant lieu de taxes	2	568 545	615 222	619 023			619 023
Quotes-parts	3					6 563 551	
Transferts	4	3 996 147	1 367 743	1 667 875			1 667 875
Services rendus	5	1 290 294	1 819 057	1 528 326		490 499	1 817 774
Imposition de droits	6	3 403 557	2 303 400	4 854 098		69 722	4 923 820
Amendes et pénalités	7	394 407	319 270	458 146		802 810	1 260 956
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	353 400	211 600	370 597		28 322	398 919
Autres revenus	10	765 617	899 708	849 742		222 975	901 115
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	50 058 852	47 553 000	51 329 984		8 177 879	52 571 659
<b>Investissement</b>							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	8 315 238	15 923 872	6 238 367			6 238 367
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17		6 697 488	32 736			32 736
Autres	18	1 157 303	963 385	3 810 679			3 810 679
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	9 472 541	23 584 745	10 081 782			10 081 782
	22	59 531 393	71 137 745	61 411 766		8 177 879	62 653 441
<b>Charges</b>							
Administration générale	23	6 180 683	8 059 826	7 402 338	224 978		7 627 316
Sécurité publique	24	7 956 060	8 143 013	7 930 313	403 243	6 444 342	9 509 644
Transport	25	6 350 031	6 814 575	6 618 528	3 198 108		9 816 636
Hygiène du milieu	26	8 370 126	9 063 213	8 665 757	2 514 613	1 716 087	11 559 224
Santé et bien-être	27	239 020	251 039	235 011			235 011
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 277 685	1 673 925	1 368 748	19 972		1 388 720
Loisirs et culture	29	7 569 950	8 702 627	7 842 994	1 516 580	288 637	9 317 494
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 004 986	1 114 132	954 070		218 365	1 172 435
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	7 713 566	7 889 800	7 877 494	( 7 877 494 )		
	34	46 662 107	51 712 150	48 895 253		8 667 431	50 626 480
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	35	12 869 286	19 425 595	12 516 513		(489 552)	12 026 961

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Réalizations 2020	Budget 2021	Réalizations 2021	Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	12 869 286	19 425 595	12 516 513	12 026 961
Moins : revenus d'investissement	2 (	9 472 541)	23 584 745)	10 081 782)	10 081 782)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	3 396 745	(4 159 150)	2 434 731	(489 552)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>					
Amortissement	4	7 713 566	7 889 800	7 877 494	657 999
Produit de cession	5	78 265		29 931	4 282
(Gain) perte sur cession	6	220 836		37 265	(4 282)
Réduction de valeur / Reclassement	7				32 983
	8	8 012 667	7 889 800	7 944 690	657 999
<b>Propriétés destinées à la revente</b>					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	81 961		71 997	71 997
	15	81 961		71 997	71 997
<b>Financement</b>					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	14		16 289	16 289
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 682 394)	3 231 745)	3 767 223)	202 933)
	18	(3 682 380)	(3 231 745)	(3 750 934)	(202 933)
<b>Affectations</b>					
Activités d'investissement	19 (	1 808 503)	47 542)	162 094)	58 069)
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		221 556	221 556	221 556
Excédent de fonctionnement affecté	21	156 918	297 700	920 536	1 241 567
Réserves financières et fonds réservés	22	(930 782)	(970 619)	(911 210)	(82 794)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(95 574)			(15 225)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				(15 225)
	25	(2 677 941)	(498 905)	68 788	1 085 479
	26	1 734 307	4 159 150	4 334 541	1 540 545
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	5 131 052		6 769 272	1 050 993

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	Réalizations 2020		Réalizations 2021	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	9 472 541	10 081 782	10 081 782
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	221 178)(	257 188)(	257 188)
Sécurité publique	3 (	126 319)(	259 418)(	393 634)
Transport	4 (	6 356 689)(	11 223 597)(	11 223 597)
Hygiène du milieu	5 (	4 453 843)(	4 682 703)(	5 808 652)
Santé et bien-être	6 (	)	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	2 804)(	61 224)(	61 224)
Loisirs et culture	8 (	1 636 224)(	8 200 878)(	8 200 878)
Réseau d'électricité	9 (	)	)	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	)	)
	11 (	12 797 057)(	24 685 008)(	25 945 173)
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Acquisition	12 (	)	)	)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Émission ou acquisition	13 (	60 910)(	66 866)(	66 866)
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	5 013 100	6 093 629	6 093 629
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	15	1 808 503	162 094	220 163
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	(24 038)		
Excédent de fonctionnement affecté	17		7 987 645	7 992 124
Réserves financières et fonds réservés	18	916 765	855 621	985 152
	19	2 701 230	9 005 360	9 197 439
	20	(5 143 637)	(9 652 885)	(10 720 971)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	21	4 328 904	428 897	(639 189)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2020		2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	17 945 646	13 197 482	3 133 353	16 330 835
Débiteurs (note 5)	2	16 412 360	21 991 675	1 003 061	22 907 276
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	381 074	375 943		375 943
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 699 000	1 881 000		1 881 000
	8	36 438 080	37 446 100	4 136 414	41 495 054
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10			1 036 285	1 036 285
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 595 148	9 954 384	1 132 382	10 999 306
Revenus reportés (note 12)	12	1 127 869	1 254 615	2 814	1 257 429
Dettes à long terme (note 13)	13	43 249 611	45 885 181	3 781 951	49 667 132
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	2 850 000	2 852 000	585 150	3 437 150
Autres passifs (note 14)	15				
	16	54 822 628	59 946 180	6 538 582	66 397 302
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(18 384 548)	(22 500 080)	(2 402 168)	(24 902 248)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	133 097 527	149 837 845	9 425 653	159 263 498
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	523 720	523 720		523 720
Stocks de fournitures	20	390 589	417 803	34 070	451 873
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	185 473	49 986	88 416	138 402
	23	134 197 309	150 829 354	9 548 139	160 377 493
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	5 277 451	6 939 705	1 409 186	8 348 891
Excédent de fonctionnement affecté	25	12 034 404	8 011 685	1 137 861	9 149 546
Réserves financières et fonds réservés	26	851 706	1 142 642	181 402	1 324 044
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	( 1 705 460 )	( 1 649 268 )	( 117 904 )	( 1 767 172 )
Financement des investissements en cours	28	1 246 166	1 439 716	(1 068 085)	371 631
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	98 108 494	112 444 794	5 603 511	118 048 305
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	115 812 761	128 329 274	7 145 971	135 475 245
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>Rémunération</b>					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	13 354 164	13 205 753	17 877 285	16 600 195
<b>Charges sociales</b>					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	3 397 365	2 914 220	4 158 568	4 491 389
<b>Biens et services</b>					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	9 894 400	8 914 359	10 724 237	9 228 744
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	922 094	820 285	822 058	869 543
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	134 038	133 785	133 785	135 182
D'autres tiers	12			121 304	121 255
Autres frais de financement	13	58 000		95 288	67 300
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	14 672 742	14 267 160	7 361 680	7 216 808
Transferts	15				
Autres	16			34 585	
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18	710 223	656 438	656 438	755 551
<b>Amortissement</b>					
Immobilisations corporelles	19	7 889 800	7 877 494	8 535 493	8 357 727
Actifs incorporels achetés	20				
<b>Autres</b>					
▪ Réclamations, subventions, ...	21	679 324	105 759	105 759	87 254
▪	22				
▪	23				
	24	51 712 150	48 895 253	50 626 480	47 930 948

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	8 348 891	6 110 295
Excédent de fonctionnement affecté	2	9 149 546	13 943 662
Réserves financières et fonds réservés	3	1 324 044	1 079 845
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 1 767 172)	( 1 838 598)
Financement des investissements en cours	5	371 631	1 246 166
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	118 048 305	102 906 914
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	135 475 245	123 448 284

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté**

Administration municipale	9	6 939 705	5 277 451
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	1 409 186	832 844
	11	8 348 891	6 110 295

**Excédent de fonctionnement affecté**

Administration municipale			
▪ Engagements	12	250 318	122 836
▪ Tournoi de golf	13	5 019	5 019
▪ Nettoyage étang #5	14	650 000	650 000
▪ Immobilisations	15	3 451 725	7 739 370
▪ Transport en commun	16	611 869	611 869
▪ Éventualités	17	1 385 144	1 000 000
▪ Matières résiduelles	18	694 070	841 770
▪ Élections	19	50 000	150 000
▪ Espaces verts - Vilamo	20	913 540	913 540
	21	8 011 685	12 034 404
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪ Exercice suivant	22	293 314	982 930
▪ Projets spéciaux	23	580 591	577 201
▪ Éventualités	24	263 956	349 127
	25	1 137 861	1 909 258
	26	9 149 546	13 943 662

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	793 102
Organismes contrôlés et partenariats	38	79 400
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	349 540
Organismes contrôlés et partenariats	40	102 002
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	1 324 044
	48	1 324 044
		1 079 845
		1 079 845

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( 70 127)(	79 536)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( )	)
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( )	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ( )	)
Autres	53 ( 87 962)(	101 824)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ( )	)
	55 ( 158 089)(	181 360)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ( )	)
Assainissement des sites contaminés	57 ( )	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ( )	)
Autres		
▪ Scission du régime de retraite	59 ( 874 820)(	874 820)
▪	60 ( )	)
	61 ( 1 032 909)(	1 056 180)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ( )	)
Utilisation du fonds de roulement	63 ( )	)
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ( )	)
Utilisation du fonds de roulement	65 ( )	)
Autres		
▪	66 ( )	)
▪	67 ( )	)
	68 ( )	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ( )	)
Mesure relative à la COVID-19	70 ( )	)
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ( )	)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ( )	)
Autres		
▪ Dépenses non capitalisables	73 ( 734 263)(	782 418)
▪	74 ( )	)
	75 ( 734 263)(	782 418)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
	81	
	82 ( 1 767 172)(	1 838 598)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	83 4 937 132	2 332 026
Investissements à financer	84 ( 4 565 501)(	1 085 860)
	85 371 631	1 246 166
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 159 263 498	141 921 014
Propriétés destinées à la revente	87 523 720	523 720
Prêts	88	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89 375 943	381 074
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 160 163 161	142 825 808
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 160 163 161	142 825 808
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 ( 49 667 132)(	47 226 458)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 ( 393 004)(	371 611)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 7 053 655	6 712 043
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97 757 981	830 463
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98 133 644	136 669
	99 ( 42 114 856)(	39 918 894)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ( )	)
	101 ( 42 114 856)(	39 918 894)
	102 118 048 305	102 906 914

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	4
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville de Sainte-Julie offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite contributif à prestations déterminées. En vertu du régime, les employés sont répartis en deux groupes distincts soient les employés cadres et les employés syndiqués.

L'âge normal de retraite est de 65 ans. Toutefois, le participant peut prendre une retraite facultative à compter de 55 ans si la somme de l'âge et des années de service atteint 85.

La rente de retraite au titre des services crédités pour les deux groupes d'employés est calculée à 2% du salaire final multiplié par le nombre d'années de service reconnu à compter du 1er janvier 1997. Avant cette date, le taux est de 1,3% jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles et de 2% pour l'excédent.

De plus, les employés cadres et les employés syndiqués bénéficient d'une rente de raccordement de 0,7% et de 0,35% respectivement basée sur le salaire final avant la retraite pour les années de service reconnu jusqu'au 31 décembre 1996; cette rente cesse à 65 ans.

Des prestations sont également versées lors de la cession de la participation résultant du décès ou de la cession d'emploi avant la retraite.

La cotisation salariale des employés cadres est de 10,5 % du salaire et celle des employés syndiqués correspond à 9,50% du salaire. La cotisation patronale est de 10,5 % du salaire pour les employés cadres et de 9,50% du salaire pour les employés syndiqués.

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Sainte-Julie est administré par un Comité de retraite composé de 10 membres. Le Comité a délégué certains de ses pouvoirs à des firmes spécialisées qui agissent comme actuaire, gestionnaire et gardien des valeurs de la caisse de retraite.

Le Comité a également adopté une politique de placement qui a comme objectif de formuler les principes et les règles que doit suivre le gestionnaire tout en s'assurant d'obtenir un taux de rendement maximum à l'intérieur d'un niveau de risque acceptable.

De plus, le Comité s'est doté, pour sa gouvernance, de règles de régie interne concernant l'administration du régime.

L'évaluation actuarielle la plus récente est en date du 31 décembre 2019.

**RIPRSL**

Au 1er janvier 2008, la RIPRSL a mis en place un régime de retraite à prestations déterminées pour chacun des groupes suivants: policiers syndiqués, cadres et employés de bureau et préposés aux communications.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, le régime des cadres a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2019 et le régime des employés de bureau a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2019.

**Date de la retraite**

a) Date de la retraite normale: 65 ans

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008:

En fonction des dispositions du régime antérieur applicable, (annexes A,B et C des règlements des régimes)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

- i) **Policiers syndiqués:** Tout participant peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de retraite de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge et les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.
- ii) **Cadres et employés de bureau et préposés aux communications:** Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date de retraite normale.

**c) Date de la retraite anticipée**

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance. (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de la retraite facultative.

**Créances de rente**

**a) Rente de base**

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008:

En fonction des dispositions des régimes antérieurs applicables (annexes A, B et C du règlement du régime).

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite. (exception: 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

**b) Rente de raccordement**

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008:

En fonction des dispositions du régime antérieur applicables (annexes A, B et C du règlement du régime).

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

0,5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite. (exception: 0,35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

**Prestation en cas de cessation de service**

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

- a) Une rente différée payable à la date normale de la retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.
- b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

**Prestation de décès avant la retraite**

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

**Prestation de décès après la retraite**

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008:

En fonction des dispositions des régimes antérieurs applicables (annexes A, B et C du règlement du régime).

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

La rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire, exception de 60 versements garantis au volet courant pour le régime des employés de bureau et des préposés aux communications.

**Invalidité**

Pour le régime des policiers syndiqués, il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

**Indexation après la retraite**

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

Les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelle. L'indexation des participants retraités au sens de la Loi RRSM est de 23,55% de l'IPC, sujet à un maximum de 2% pour les employés cadres et de 50% de l'IPC, sujet à un maximum de 2% pour les policiers syndiqués.

**Règle du 50% (cotisations excédentaires)**

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

**Cotisations salariales**

a) **Policiers syndiqués:** 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,40% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

b) **Cadres:** 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,26% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

c) **Employés de bureau et préposés aux communications :** 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 10,45% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Cotisation patronale**

Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par la régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En vertu des dernières évaluations actuarielles, la cotisation patronale est de 11,40% pour les policiers syndiqués, 11,26% pour les cadres et 10,45% pour les employés de bureau et préposés aux télécommunications. En plus de cette cotisation, l'employeur doit verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

Volet antérieur : Au cours de chaque exercice financier, l'employeur verse la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

	2021	2020
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (3 404 308)	(3 556 325)
Charge de l'exercice	4 ( 1 630 671)(	1 563 570)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 597 829	1 715 587
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (3 437 150)	(3 404 308)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 70 617 360	64 243 411
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( 71 505 332)(	65 510 183)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (887 972)	(1 266 772)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (668 178)	(438 536)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (1 556 150)	(1 705 308)
Provision pour moins-value	12 ( 1 881 000)(	1 699 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (3 437 150)	(3 404 308)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 3	4
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 70 617 360	64 243 411
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( 71 505 332)(	65 510 183)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( 887 972)(	1 266 772)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	3 147 699	3 229 148
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	23 983	
	20	3 171 682	3 229 148
Cotisations salariales des employés	21 (	1 809 480)(	1 876 753)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)	)
	23	1 362 202	1 352 395
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(2 024)	(6 163)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(14 268)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28	182 000	147 000
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	1 527 910	1 493 232
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	3 675 605	3 499 958
Rendement espéré des actifs	33 (	3 572 844)(	3 429 620)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	102 761	70 338
Charge de l'exercice	35	1 630 671	1 563 570
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	6 196 371	3 727 137
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	3 572 844)(	3 435 850)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	2 623 527	291 287
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(2 381 652)	(849 461)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	3 112 339	2 858 708
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	73 253 381	66 768 385
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	498 175	478 462
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	3 390 326	1 635 781
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	13	13
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)</b>			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,43 %	5,54 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,55 %	5,59 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

	2021	2020
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 (	)(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 (	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (	)(

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( ) ( )	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( ) ( )	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( ) ( )	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( ) ( )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	120	16 003	20 045
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	121	53 930	67 551
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	9 932	10 052
	123	63 862	77 603

**Note**

## **Renseignements financiers consolidés non audités**

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
<b>TAXES</b>				
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	32 274 943	32 912 399	31 687 626
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	432 478	454 688	489 684
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10	65 378	63 983	65 378
	11	32 772 799	33 431 070	32 242 688
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	2 222 456	2 397 776	2 172 106
Égout	13	1 531 035	1 613 160	1 522 966
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	3 173 704	3 217 942	3 045 063
Autres				
▪	16			
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	150 000	155 186	150 957
Service de la dette	20	167 006	167 043	153 105
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	7 244 201	7 551 107	7 044 197
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	7 244 201	7 551 107	7 044 197
	29	40 017 000	40 982 177	39 286 885

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	20	1 859	(46 603)
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33	392	392	339
	34	412	2 251	(46 264)
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	62 568	62 634	62 567
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	536 162	538 058	536 162
	38	598 730	600 692	598 729
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	599 142	602 943	552 465
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	44	16 080	16 080	16 080
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45			
Taxes d'affaires	46			
	47	16 080	16 080	16 080
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	615 222	619 023	568 545

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	55			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	56			9 400
Sécurité incendie	57	7 000	15 264	22 260
Sécurité civile	58			
Autres	59		65 100	65 100
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	96 680	134 335	131 216
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70			
Réseau de distribution de l'eau potable	71	32 714	37 292	41 015
Traitement des eaux usées	72	992	992	1 057
Réseaux d'égout	73	57 014	204 763	242 863
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86	57 500	9 773	37 754
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	89	27 587	72 644	66 955
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	90 500	123 827	117 477
Autres	91	10 796	16 925	1 509
<b>Réseau d'électricité</b>	92			
	93	380 783	680 915	671 506

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	94	36 399	36 399	18 800
<b>Sécurité publique</b>				
Police	95			
Sécurité incendie	96	(12 000)	(12 000)	
Sécurité civile	97			
Autres	98			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	99	3 193 979	4 099 239	5 283 686
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			244 038
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109			
Réseau de distribution de l'eau potable	110	1 010 373	386 193	1 120 543
Traitement des eaux usées	111		251 739	251 739
Réseaux d'égout	112	975 424	1 431 208	1 635 171
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	128	210 922	45 589	13 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			
Autres	130	10 533 174		
<b>Réseau d'électricité</b>	131			
	132	15 923 872	6 238 367	8 315 238

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	748 847	748 848	446 977
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140	238 113	238 112	249 038
Dotations spéciales de fonctionnement	141			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			2 628 626
	144	986 960	986 960	3 324 641
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	145	17 291 615	7 906 242	12 311 385

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148			
	149			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	150	319 797	322 707	316 748
Sécurité incendie	151	25 000	36 906	20 066
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154	344 797	359 613	336 814
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	155		39 927	39 927
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158	17 400	14 222	7 636
Autres	159			
	160	17 400	54 149	7 636
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161			
Réseau de distribution de l'eau potable	162	5 198	3 741	3 741
Traitement des eaux usées	163			
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	5 198	3 741	3 741

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	182	174 500	177 557	171 229
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185	174 500	177 557	171 229
<b>Réseau d'électricité</b>	186			
	187	541 895	595 060	515 679

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	137 909	85 800	61 455
	191	137 909	85 800	61 455
<b>Sécurité publique</b>				
Police	192			
Sécurité incendie	193	61 160	99 972	237 315
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196	61 160	99 972	237 315
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	197	51 929	41 447	34 801
Enlèvement de la neige	198	89 324	82 977	87 750
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204	4 050	5 467	3 310
	205	145 303	129 891	125 861
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206			
Réseau de distribution de l'eau potable	207	23 554	32 957	41 076
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209	13 554	18 265	30 329
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211			
Autres	212	2 500	1 500	2 160
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215			
	216	39 608	52 722	73 565

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	28 000	21 842	7 405
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223	17 778	12 537	587
Autres	224	8 550		(1 142)
	225	54 328	34 379	6 850
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	226	766 527	503 646	514 713
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	18 231	8 998	8 672
Autres	228	54 096	17 858	16 966
	229	838 854	530 502	540 351
<b>Réseau d'électricité</b>	230			
	231	1 277 162	933 266	1 045 397
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	232	1 819 057	1 528 326	1 561 076

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	233	103 400	176 350	246 072
Droits de mutation immobilière	234	2 200 000	4 677 748	4 677 748
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	2 303 400	4 854 098	4 923 820
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	238	319 270	458 146	1 260 956
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	239			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>	240	211 600	370 597	398 919
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		(37 265)	(32 983)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245	6 697 488	32 737	32 737
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247		3 275 188	3 275 188
Autres contributions	248	963 385	535 491	535 491
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	899 708	887 006	934 097
	251	8 560 581	4 693 157	4 744 530
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	252			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité*

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	1 275 449	1 259 180	36 998	1 296 178	1 296 178	1 118 397
Greffe et application de la loi	2	956 606	936 794	20 796	957 590	957 590	686 037
Gestion financière et administrative	3	2 808 584	2 718 072	93 430	2 811 502	2 811 502	2 443 155
Évaluation	4	135 150	295 182		295 182	295 182	71 584
Gestion du personnel	5	620 727	591 672	17 904	609 576	609 576	504 482
Autres							
▪	6	2 263 310	1 601 438	55 850	1 657 288	1 657 288	1 602 083
▪	7						
	8	8 059 826	7 402 338	224 978	7 627 316	7 627 316	6 425 738
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	5 449 318	5 424 846	50 077	5 474 923	6 581 859	6 279 680
Sécurité incendie	10	2 058 330	1 887 452	353 166	2 240 618	2 240 618	2 298 924
Sécurité civile	11	79 470	28 943		28 943	28 943	10 356
Autres	12	555 895	589 072		589 072	658 224	643 731
	13	8 143 013	7 930 313	403 243	8 333 556	9 509 644	9 232 691
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 783 196	3 063 807	2 776 336	5 840 143	5 840 143	5 656 671
Enlèvement de la neige	15	1 231 346	1 226 317	123 465	1 349 782	1 349 782	1 168 818
Éclairage des rues	16	301 116	332 799	281 458	614 257	614 257	564 064
Circulation et stationnement	17	281 479	312 382		312 382	312 382	303 884
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 217 438	1 683 223	16 849	1 700 072	1 700 072	1 789 002
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	6 814 575	6 618 528	3 198 108	9 816 636	9 816 636	9 482 439

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 336 735	1 336 715		1 336 715	1 336 715	1 336 715
Réseau de distribution de l'eau potable	24	884 550	742 799	782 496	1 525 295	1 904 149	1 780 251
Traitement des eaux usées	25	1 245 320	1 140 276	320 864	1 461 140	1 461 140	1 358 489
Réseaux d'égout	26	853 440	816 940	1 408 621	2 225 561	2 225 561	2 132 155
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	722 367	718 194		718 194	718 194	697 555
Élimination	28	707 963	707 449		707 449	707 449	670 134
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	682 535	684 484		684 484	684 484	662 740
Tri et conditionnement	30	963 336	963 932		963 932	963 932	809 444
Matières organiques							
Collecte et transport	31	492 490	492 490		492 490	492 490	471 548
Traitement	32	798 065	789 965		789 965	789 965	792 170
Matériaux secs	33	82 213	33 572		33 572	33 572	51 956
Autres							
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	35 822	35 822		35 822	35 822	43 226
Protection de l'environnement	38	258 377	203 119	2 632	205 751	205 751	257 399
Autres	39						
	40	9 063 213	8 665 757	2 514 613	11 180 370	11 559 224	11 063 782
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41	234 859	230 902		230 902	230 902	234 837
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	16 180	4 109		4 109	4 109	4 183
	44	251 039	235 011		235 011	235 011	239 020

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 328 920	1 166 501	19 972	1 186 473	1 186 473	1 124 233
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	120 000	19 546		19 546	19 546	75 494
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	84 553	83 558		83 558	83 558	82 502
Tourisme	49						
Autres	50	64 252	61 743		61 743	61 743	14 218
Autres	51	76 200	37 400		37 400	37 400	168
	52	1 673 925	1 368 748	19 972	1 388 720	1 388 720	1 296 615
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	787 255	734 554	93 541	828 095	786 015	795 432
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 259 330	1 138 556		1 138 556	1 138 556	1 277 828
Piscines, plages et ports de plaisance	55	633 668	627 801		627 801	627 801	647 159
Parcs et terrains de jeux	56	2 956 428	2 529 248	1 220 713	3 749 961	3 749 961	3 582 996
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	261 370	198 056		198 056	198 056	105 473
Autres	59	22 935	19 162		19 162	19 162	12 425
	60	5 920 986	5 247 377	1 314 254	6 561 631	6 519 551	6 421 313
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	656 342	705 719	51 181	756 900	756 900	725 111
Bibliothèques	62	1 616 757	1 490 225	151 145	1 641 370	1 641 370	1 577 755
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	508 542	399 673		399 673	399 673	273 204
	66	2 781 641	2 595 617	202 326	2 797 943	2 797 943	2 576 070
	67	8 702 627	7 842 994	1 516 580	9 359 574	9 317 494	8 997 383

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	68						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dette à long terme							
Intérêts	69	935 203	830 312		830 312	953 388	1 008 396
Autres frais	70	120 929	123 758		123 758	123 759	117 584
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	58 000				95 288	65 806
Autres	72						1 494
	73	1 114 132	954 070		954 070	1 172 435	1 193 280
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	74						
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS</b>	75	7 889 800	7 877 494 (	7 877 494 )			



# **Autres renseignements financiers non audités**

**Exercice terminé le 31 décembre 2021**

# Table des matières

## **Autres renseignements financiers consolidés non audités**

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

## **Autres renseignements financiers non consolidés non audités**

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

## **Autres renseignements**

Questionnaire	11
---------------	----

## **Autres renseignements financiers consolidés non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1	1 395 482	1 389 582
	Usines de traitement de l'eau potable	2	1 125 949	47 751
	Usines et bassins d'épuration	3	1 027 977	86 724
	Conduites d'égout	4	2 167 375	2 118 850
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	7 572 620	6 025 760
	Ponts, tunnels et viaducs	7		
	Systèmes d'éclairage des rues	8	2 535 606	60 088
	Aires de stationnement	9		
	Parcs et terrains de jeux	10	1 305 479	1 014 276
	Autres infrastructures	11	321 263	477 759
	Réseau d'électricité	12		
Bâtiments				
	Édifices administratifs	13	562 973	303 776
	Édifices communautaires et récréatifs	14	906 102	65 832
	Améliorations locatives	15	1 325	3 335
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17	1 004 562	1 261 650
	Ameublement et équipement de bureau	18	57 481	67 553
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	183 564	74 636
	Terrains	20	5 644 524	1 320
	Autres	21		
		22	24 685 008	12 998 892

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT**  
**ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	23	699 432	1 372 305
	Usines de traitement de l'eau potable	24	1 125 949	47 751
	Usines et bassins d'épuration	25	1 027 977	86 724
	Conduites d'égout	26	1 060 732	2 092 695
	Autres infrastructures	27	8 792 730	7 302 375
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	28	696 050	17 277
	Usines de traitement de l'eau potable	29		
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31	1 106 643	26 155
	Autres infrastructures	32	2 942 238	275 508
	Autres immobilisations corporelles	33	8 359 206	1 778 102
		34	24 685 008	12 998 892

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	220 576	235 347	4 381	451 542
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 749 978	287 381	480 525	4 556 834
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	35 915 472	5 570 901	3 488 268	37 998 105
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	40 886 026	6 093 629	3 973 174	43 006 481
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 712 043	891 371	549 759	7 053 655
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	6 712 043	891 371	549 759	7 053 655
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	6 712 043	891 371	549 759	7 053 655
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17	6 712 043	891 371	549 759	7 053 655
	18	47 598 069	6 985 000	4 522 933	50 060 136
Dette en cours de refinancement	19	( )		( )	
Reclassement / Redressement	20				
<b>Dette à long terme</b>	21	47 598 069	6 985 000	4 522 933	50 060 136

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité***Administration municipale**

Dette à long terme	1	46 238 000
--------------------	---	------------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	3 446 717
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	16 289
--	---	--------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

▪	5	
---	---	--

▪	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	349 540
--	---	---------

Débiteurs	9	7 053 655
-----------	---	-----------

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	594 430
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

▪	12	
---	----	--

▪	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	41 703 381
---	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats**

	15	4 788 220
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	46 491 601
------------------------------	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	2 609 896
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	18	187 692
---------------------------	----	---------

Autres organismes	19	2 763 327
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	20	52 052 516
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
---	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	52 052 516
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1	247 628	201 224	217 279
Évaluation	2			
Autres	3	395 256	393 846	404 372
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	5 121 663	5 126 849	
Sécurité incendie	5	26 749	30 267	23 498
Sécurité civile	6			
Autres	7	122 756	122 756	
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 196 000	1 679 971	1 763 507
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	1 364 067	1 359 066	30 656
Matières résiduelles	12	4 339 527	4 331 504	4 081 146
Cours d'eau	13	35 822	35 822	43 226
Protection de l'environnement	14	7 062	6 943	7 960
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	234 859	230 902	234 837
Autres	17	4 180	4 109	4 183
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	144 607	144 107	122 736
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	84 553	83 558	82 502
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	147 558	319 158	
Activités culturelles	23	200 455	197 078	200 906
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	14 672 742	14 267 160	7 216 808

## **Autres renseignements financiers non consolidés non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021***Non audité*

		<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Rémunération</b>	1	67 549	74 289
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	24 617 459	12 722 768
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	24 685 008	12 797 057

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité*

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	34,00	35,00	64 656,00	3 800 248	801 428	4 601 676
Professionnels	2						
Cols blancs	3	69,00	35,00	126 950,00	3 860 850	868 059	4 728 909
Cols bleus	4	71,00	40,00	146 189,00	4 172 274	954 979	5 127 253
Policiers	5						
Pompiers	6	14,00	40,00	20 628,00	834 644	174 661	1 009 305
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	188,00		358 423,00	12 668 016	2 799 127	15 467 143
Élus	9	9,00			605 286	115 093	720 379
	10	197,00			13 273 302	2 914 220	16 187 522

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	37 292	117 383	268 810		423 485
Traitement des eaux usées	14	992	76 923	174 816		252 731
Réseaux d'égout	15	204 763	1 190 065	241 143		1 635 971
Autres	16	1 377 338	3 749 875	466 842		5 594 055
	17	1 620 385	5 134 246	1 151 611		7 906 242

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

		2021	2020
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	7 216	12 726
	4	7 216	12 726
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5	110	64
Sécurité incendie	6	11 557	13 124
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	11 667	13 188
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	397 918	429 100
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	55 013	58 505
Transport collectif	13	6 317	6 263
Autres	14		
	15	459 248	493 868
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	85 783	87 506
Traitement des eaux usées	18	59 253	69 477
Réseaux d'égout	19	200 050	194 401
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	345 086	351 384
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	2 470	
Rénovation urbaine	32		12
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	2 470	12
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	124 180	127 471
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	4 175	6 089
Autres	38	28	248
	39	128 383	133 808
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	954 070	1 004 986

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Ville de Sainte-Julie					
- Suzanne Roy	Maire	84 421	15 226		
- Mario Lemay	Maire	36 288	14 289		
- Isabelle Poulet	Conseiller	29 018	14 509		
- André Lemay	Conseiller	26 221	13 111		
- Josée Marc-Aurèle	Conseiller	3 461	1 731		
- Claude Dalpé	Conseiller	27 689	13 845		
- Nicole Marchand	Conseiller	28 214	14 107		
- Sylvie Beaulieu	Conseiller	3 461	1 731		
- Christian Huard	Conseiller	3 461	1 731		
- Normand Varin	Conseiller	24 228	12 114		
- Eric Faucher	Conseiller	3 461	1 731		
- Amélie Poirier	Conseiller	27 689	13 845		
- Lucie Bisson	Conseiller	28 353	14 177		
MRC Marguerite-D'Youville					
- Suzanne Roy	Maire			36 299	
- Mario Lemay	Maire			14 029	3 112
Régie de police Richelieu Saint-Laurent					
- Suzanne Roy	Maire			4 165	
- Mario Lemay	Maire			735	
- Nicole Marchand	Conseiller			490	245
Régie intermun. de l'eau potable					
- Suzanne Roy	Maire			2 253	
- Mario Lemay	Maire			563	
- Isabelle Poulet	Conseiller			375	187
- André Lemay	Conseiller			1 686	843
- Claude Dalpé	Conseiller			375	187
- Normand Varin	Conseiller			1 686	843
Régie inter. Centre multisports régional					
- Suzanne Roy	Maire			1 509	
- Mario Lemay	Maire			377	
- Claude Dalpé	Conseiller			1 509	755
- Sylvie Beaulieu	Conseiller			189	94
- Amélie Poirier	Conseiller			377	189
Régie inter. services animaliers V-R					
- Mario Lemay	Maire			200	
- Normand Varin	Conseiller			800	
Communauté métropolitaine de Montréal					
- Suzanne Roy	Maire			10 394	
Réseau de transport métropolitain					
- Suzanne Roy	Maire			23 622	

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	5 000 000 \$
<b>Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement</b>		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	4	\$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12	\$
Ligne 14 : Débiteurs	13	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15	\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	16	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	17	\$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 18  19
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 20 \_\_\_\_\_ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 21  22
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 23 \_\_\_\_\_ 497 069 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 24  25
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 26 \_\_\_\_\_ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 27  28
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 29 \_\_\_\_\_ 11 827 \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 30  31
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 32  33
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 34  35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 36 \_\_\_\_\_ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 37  38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 39 \_\_\_\_\_ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40  41
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 42 \_\_\_\_\_ \$
- b) autres formes d'aide 43 \_\_\_\_\_ \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

## 9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 ..... \$

Facteur comparatif de 2021

45 .....

Valeur uniformisée

46 ..... \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 ..... \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

## a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 ..... \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 ..... \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 ..... \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 ..... \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 ..... \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 ..... \$

Systèmes de drainage

54 ..... \$

Abords de routes

55 ..... \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 ..... \$

## b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 ..... \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 ..... \$

## c) Total des frais encourus admissibles

59 ..... \$

## d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 .....

b) Date d'adoption de la résolution

61 .....

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du <i>Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?</i>	62	<input checked="" type="checkbox"/>	63	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :				
a) Numéro de la résolution	64	19-640		
b) Date d'adoption de la résolution	65	2019-10-08		
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens				
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>				
a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)	66	.....		
b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)	67	.....		
<i>Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens</i>				
c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)	68	2		
d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8)	69	2		
e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9)	70	.....		
f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10)	71	.....		
g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11)	72	.....		
h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)	73	2 738		
i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16)	74	.....		
j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)	75	.....		
k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?	76	<input type="checkbox"/>	77	<input checked="" type="checkbox"/>
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021				
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	78	1 296 840 \$		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	79	6 262 466 \$		
Ministère des Transports	80	5 489 218 \$		
Ministère de la Culture et des Communications	81	239 530 \$		
Autres ministères/organismes	82	330 761 \$		
	83	<u>13 618 815 \$</u>		

# Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

# Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Ville de Sainte-Julie,

### Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de ville de Sainte-Julie (ci-après « la ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

### Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.  
1 CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A111208  
Montréal, le 6 juin 2022

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

---

Revenus de taxes	1	40 982 177
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
<b>Ajouter</b>		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
<b>Déduire</b>		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	5 025 557
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	155 186
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	45 883
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	10	35 755 551

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables au 1 <sup>er</sup> janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	4 174 547 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	4 231 229 500
<b>Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b> (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	4 202 888 250

---

<b>TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021</b> (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	0,8507/ 100 \$
--	----	----------------

---



**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

**OUI          NON          S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1  2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3  4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5  6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7  8
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9  10

**Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.**

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11  12  13
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 14  15  16
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 17  18  19

**La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.**

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 20  21  22
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 23  24

**La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.**

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? 25  26



**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2022-06-14

Nom du signataire : Patrick Quirion

Date de transmission au Ministère : \_\_\_\_\_